

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai des doutes quant à la manière dont cette question est formulée.

L'AGRICULTURE

LA RÉDUCTION DU SOUTIEN DES PRIX DES PRODUITS LAITIERS

M. H. A. Moore (Westaskiwin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Comme l'Association des producteurs de lait du Canada s'oppose à la décision de réduire de 10 millions le soutien des prix de l'industrie laitière, le ministre reconsidère-t-il cette décision?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, nous avons sollicité l'opinion des représentants de l'industrie laitière et de plusieurs organismes intéressés à nous donner leur avis sur l'élaboration d'un programme laitier pour l'année financière 1970-1971, fondé sur 115 millions de dollars, et ils collaborent en nous offrant leur aide dans la préparation de ce programme.

M. Moore: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Les représentants des producteurs laitiers du Canada ont-ils été consultés avant l'annonce faite par le ministre?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, d'habitude, tous les changements aux divers programmes sont annoncés seulement un ou deux jours avant le début de l'année laitière, en avril. Cette année, pour la première fois, nous avons informé l'industrie laitière, et les autres industries en ce qui concerne d'autres sujets, quatre mois à l'avance, pour leur permettre de nous aider à établir le programme.

[Plus tard]

M. R. R. Souham (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Agriculture; elle a trait à celle que le député de Wetaskiwin a posée tantôt. Dans sa révision de la politique laitière d'ici le 1^{er} avril 1970, le ministre prendra-t-il des mesures pour rétablir les contingents des prairies de l'Ouest, qui sont d'environ quatre millions de livres de matières grasses pour la Saskatchewan, de deux millions de livres pour le Manitoba et de deux millions de livres pour l'Alberta?

M. l'Orateur: Le député a donné à sa question la forme d'une instance. Il doit présumer qu'elle sera étudiée.

LE RENVOI DE CERTAINES QUESTIONS AU COMITÉ PERMANENT

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Vu les rapports provenant de la Conférence sur les perspectives de l'agriculture selon lesquels les 430,000 agriculteurs du Canada pourraient bien, d'ici dix ans, n'être plus que 150,000, puis-je demander au ministre de l'Agriculture s'il peut nous indiquer quand il fera le renvoi de certaines de ces questions devant le comité permanent de l'agriculture pour permettre aux députés de leur accorder l'attention qu'elles méritent?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, si le député déduit des rapports de la Conférence sur les perspectives de l'agriculture ou des mémoires qui y sont présentés que le nombre d'agriculteurs sera réduit à 150,000 d'ici dix ans, j'estime qu'il n'a pas très bien lu ces documents.

M. Gleave: Monsieur l'Orateur, ce que j'ai demandé au ministre c'est s'il songera à faire renvoi devant le comité permanent de l'Agriculture de certaines questions urgentes de cet ordre, pour que le comité puisse se réunir et les débattre.

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, de nombreuses questions seront envoyées au comité permanent de l'Agriculture, comme le projet de loi dont la Chambre sera saisie, les crédits du ministère de l'Agriculture et bien d'autres choses. Mais l'honorable représentant sait, sans aucun doute, que les comités se réunissent fréquemment et que les députés trouvent difficilement le temps d'assister à toutes ces réunions.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Le président de la Commission des prix et des revenus ayant déclaré hier que, d'après lui, le chômage atteindrait au mois de mars des proportions démesurées dans la région située à l'est de Montréal, le ministre saisira-t-il la première occasion, à l'appel des motions, pour indiquer quels programmes lui et son ministère se proposent d'instituer dans l'immédiat pour éviter que les choses ne s'aggravent au point de donner raison aux prédictions du président de la Commission? Debout!

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Oui, mon colonel.